

Sommaire

I. LE BOYCOTT UNIVERSITAIRE ET CULTUREL : UNE MENACE STRATÉGIQUE MAJEURE — 13

La rhétorique de la Menace — 15

L'évolution de la Menace — 21

II. STRATÉGIES ET MOYENS POUR CONTRER LA MENACE — 25

**La propagande israélienne : explication et
séduction — 27**

« Sache quoi répondre » — 27

Une question d'image (de marque) — 32

Opération *Brand Israël* — 35

**Mesures et moyens de lutte : persuasion et
répression — 39**

Cyber-guerre — 39

Délégitimer les délégitimateurs — 42

Lawfare, la guerre juridique — 46

Ripostes au boycott universitaire et culturel — 53

Tel-Aviv, l'icône profane de l'Énergie créative — 54

Start-Up Nation — 57

La bataille des universités, à la conquête des
(futures) élites — 60

Tikkun Olam, Israël comme modèle de
compassion — 68

Du bon usage de la liberté d'expression — 70

III. UNIVERSITÉ, CULTURE ET PROPAGANDE — 73

L'université israélienne, entre silence et collaboration — 75

Les auxiliaires de la recherche militaire — 75

Silence et collaboration institutionnelle — 80

Recherches et priorités nationales — 84

La fabrique des discriminations — 86

La culture israélienne à l'export, la barrière de protection — 93

Vitrine culturelle et exportations stratégiques — 93

La littérature et le cinéma, une dissidence officielle — 99

Loyauté et liberté d'expression — 104

La gauche, le Camp de la paix et le dialogue — 109

Les garde-frontières de la critique légitime — 110

Privilèges ashkénazes dans l'université et la culture — 117

Boycott et dialogue — 118

IV. BOYCOTTER ISRAËL, UNE CAMPAGNE DISCRIMINATOIRE ? — 125

Antisionisme et antisémitisme — 127

La seule démocratie... ou pourquoi pas les autres ? — 131

Boycotter l'exception — 137

UN BOYCOTT LÉGITIME — 141

ANNEXES — 145

1. Appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI) — 147

2. Directives PACBI pour le boycott académique international d'Israël — 153

3. Directives PACBI pour le boycott culturel international d'Israël — 169

4. Autres sources d'information — 183

*pour Jean B, ici,
et
pour Dima S, là-bas.*



Avant-propos

L'idée même d'utiliser le boycott de la culture et du savoir comme moyen de pression politique provoque la perplexité, la réticence ou même le rejet. L'université et la culture seraient par nature situées au-delà des querelles politiques. Leur boycott constituerait une atteinte à la liberté universitaire et à la liberté d'expression, libertés fondamentales de la recherche et de la création. Il démolirait les ponts de dialogue et les échanges pacifiques que sont l'université et la culture. Et finalement, un tel boycott s'attaquerait à des individus qui se trouveraient injustement stigmatisés.

Composant essentiel de la campagne mondiale Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), le boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, malgré un nombre croissant de soutiens partout dans le monde, reste méconnu voire ignoré en France. Il est sujet à de fausses interprétations et donne lieu à des polémiques, y compris parmi les partisans sincères de la paix en Israël-Palestine qui sont sensibles aux arguments d'un boycott économique d'Israël. Selon les opposants au boycott culturel et universitaire, celui-ci risquerait d'affaiblir les rangs de l'opposition israélienne et même de provoquer la crispation des *faucons*. Il aurait d'autre part l'effet de priver l'humanité de l'importante contribution du pays à la recherche mondiale.

Un boycott légitime

Si ces interrogations et objections sont dues à une ignorance des termes de l'appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI), elles se nourrissent aussi de la méconnaissance, de la perception déformée et des idées fausses qui sont diffusées à l'étranger au sujet des universités et de la culture israéliennes. C'est pourquoi nous avons choisi de décrire leur réalité et le contexte dans lequel leur image idéalisée est produite.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler le *monde néolibéral d'économie globalisée*, les productions culturelles et les institutions de savoir sont (avec les sports) les derniers « produits » à être identifiés comme nationaux ou assimilés à des États. Utilisés comme des porte-drapeaux, ils représentent un levier pour exercer des pressions sur le gouvernement de leur pays. Il peut paraître étrange que l'appel au boycott universitaire et culturel soit relayé par des gens qui, comme nous, travaillent précisément dans les domaines universitaire et culturel, et principalement en collaboration avec des partenaires israéliens et palestiniens. Nous avons décidé de rédiger cet essai parce que nous sommes convaincus que seules des contraintes venant de l'extérieur peuvent ébranler les dangereuses certitudes de la politique israélienne et rendre espoir à ceux qui la subissent. Mais aussi parce que la liberté critique et l'élargissement des espaces d'expression sont au cœur de la création artistique et des travaux universitaires. Défendre la liberté d'appeler au boycott ne va pas à l'encontre de la liberté critique ou de la liberté d'expression, il en fait partie.

À travers ce court essai, nous défendons non seulement la liberté de création et de recherche, mais aussi une circulation de l'art et du savoir émancipée du joug du pouvoir.

Nous sommes conscients que notre prise de position risque de provoquer non seulement les foudres de nos adversaires, mais aussi l'incompréhension de certains de nos proches, collègues et connaissances, ici comme là-bas.

En rédigeant ce livre, nous souhaitons apporter soutien et encouragements à nos amis et confrères palestiniens vivant sous occupation militaire, à ces cinéastes, artistes, architectes, universitaires et chercheurs vivant un calvaire quotidien même hors des moments de crise qui font la une des médias – comme à nos nombreux partenaires palestiniens de la diaspora qui n'ont pas le droit de se rendre dans leur patrie.

Mais nous pensons aussi à nos amis et collègues israéliens, dont beaucoup sont acteurs dans les milieux culturels et universitaires. Ceux qui croient encore à la possibilité d'un changement politique reconnaissent que seules des pressions venant de l'étranger peuvent peser sur le gouvernement et réveiller la société israélienne. Mais, vivant et travaillant à l'intérieur du pays, ils craignent d'appeler publiquement au boycott. Nous souhaitons aussi porter dans ces pages la voix de ces Israéliens souffrant d'un isolement croissant, leur inspirer confiance et courage.

Nous tenons à remercier Eric Hazan pour la confiance qu'il nous a accordée en nous proposant la rédaction de ce livre, ainsi que Kawthar Guediri et Jean Stern pour leurs conseils bienveillants sur notre manuscrit; Valérie Thouard pour sa relecture attentive; et Sylvia E. et Cécile P. pour nous avoir éclairés sur les subtilités du vocabulaire du marketing.

**I. Le boycott universitaire et culturel :
une menace stratégique majeure**



La rhétorique de la Menace

Le 28 mai 2015, le président israélien Reuven Rivlin, entouré des représentants de toutes les institutions de l'enseignement supérieur, déclare au sujet de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions): « Je ne pensais pas qu'il y aurait de véritable danger pour les universités israéliennes. Mais le climat mondial évolue, il est donc impossible de ne pas considérer ce problème comme une menace stratégique de premier ordre. » Cette déclaration fracassante est d'autant plus remarquable que, depuis le premier appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël en 2004, le pouvoir israélien avait choisi de ne pas l'évoquer, pour ne pas lui donner trop de publicité. Au-delà des succès de la campagne BDS économique¹, les ralliements et les soutiens publics à la campagne de boycott universitaire et culturel se sont accélérés après l'attaque israélienne sur Gaza de l'été 2014, incitant

1. Parmi lesquels on peut citer, pour l'année 2015, la campagne contre la société Sodastream, implantée dans les territoires palestiniens occupés, et l'annonce du départ d'Israël de la société Orange, ainsi que les fonds de pension néerlandais (PGGM) et luxembourgeois (FSL) qui ont retiré leurs investissements d'Israël. En septembre 2015, Veolia a vendu ses activités en Israël. En janvier

2016, le fonds de pension de l'église méthodiste (7 millions d'adhérents aux États-Unis, représentant 20 milliards de dollars) a retiré ses investissements dans des sociétés israéliennes, dont cinq banques. En mars 2016, G4S, la plus grande société privée de sécurité au monde, a décidé de vendre toutes ses activités en Israël.

Un boycott légitime

le gouvernement israélien à modifier son attitude vis-à-vis du BDS.

Dans son discours, le président israélien affirmait : « Les universités sont des forteresses du libéralisme et de la pensée critique [...]. Il ne fait aucun doute que le boycott universitaire et culturel fait partie d'une volonté de destruction. » Si cette forme de boycott représente en effet une *menace stratégique de premier ordre*, c'est parce que les institutions universitaires et culturelles forment non pas une *forteresse* mais plutôt une vitrine dans laquelle Israël présente d'elle-même une image démocratique, libérale et critique. L'appel au boycott universitaire et culturel est un pavé lancé dans cette vitrine. En s'en prenant à sa façade occidentale-libérale, il entame les emblèmes de la normalité israélienne, dévoile sa réalité et représente à ce titre une *menace de premier ordre*.

Au début de 2015, l'ex-général Amos Yadlin², directeur de l'institut des études de sécurité nationale (INSS) de l'université de Tel-Aviv, affirmait dans ses prévisions stratégiques qu'Israël était l'objet de menaces militaires « [...] qui sont des défis, mais qui ne constituent pas de menaces existentielles pour le pays ». Tout en précisant : « Il n'y a pas de menace existentielle militaire, mais il y a le BDS³. » La *menace* fait depuis toujours partie du lexique politique israélien. La *menace potentielle* qui pèserait sur les Juifs du monde est la raison d'être de l'État d'Israël, tout comme la *menace existentielle* qui pèserait sur les Juifs israéliens justifie ses politiques et ses actions. Cette posture victimaire induit une pression implicite sur les dirigeants européens : elle les rappelle

2. Amos Yadlin, ancien chef du renseignement militaire israélien et membre du parti travailliste.

3. « Sécurité dans un environnement agité », article du général Amos

Yadlin, directeur de l'INSS, et de Karmit Velinci, chercheuse à l'INSS, *Israel Defense*, 21 janvier 2015 (en hébreu).

Le boycott universitaire et culturel

à l'obligation morale qu'ils ont de défendre l'État des descendants de la grande catastrophe dont ils seraient coupables. En Israël, l'évocation constante d'une *menace*, qu'elle soit réelle ou imaginaire, potentielle ou existentielle, est un éternel appel au drapeau : elle oblige à l'union nationale et mobilise la société juive israélienne, mais aussi les « amis d'Israël » et les organisations sionistes à travers le monde. Elle permet de relativiser les divisions ainsi que les divergences, débats et contestations internes, et de resserrer les rangs autour de l'impératif vital. La *menace* justifie l'état d'urgence provisoire renouvelé chaque année par le parlement israélien depuis la création de l'État, et grâce auquel les gouvernements successifs ont pu légitimer les pratiques de discrimination, de ségrégation et de colonisation qu'ils appliquaient.

La guerre déclarée par Reuven Rivlin au BDS et plus spécialement au boycott universitaire et culturel a entraîné un ralliement en bloc, y compris des opposants au gouvernement. Quelques jours après la déclaration présidentielle, le plus grand quotidien du pays, *Yedioth Aharonot*, a consacré un supplément spécial au BDS, annonçant en une : « Combattons le boycott » ; il a également organisé une conférence internationale à Jérusalem pour coordonner ce combat⁴. Isaac Herzog, secrétaire général du parti travailliste, a surenchéri en déclarant que l'appel au boycott « relève de la terreur antisémite dangereuse d'un nouveau genre que nous combattons avec tous

4. « Combattons le boycott », conférence organisée le 28 mars 2016, en collaboration avec le site d'information en ligne israélien *Ynet*, avec les soutiens de la banque israélienne Hapoalim, de la société

Afek, spécialisée dans la prospection pétrolière sur le Golan syrien occupé et en Afrique, de l'organisation américaine pro-israélienne StandWithUs, de SodaStream et du Congrès juif mondial (WJC).

Un boycott légitime

nos moyens et de toutes nos forces⁵». Un autre adversaire du gouvernement Netanyahu, Yaïr Lapid, chef du parti centriste *Yesh Atid*⁶, a expliqué à l'ONU, quelques jours après la déclaration du président : « Nous devons passer de la défense à l'attaque et expliquer au monde que les gens derrière le boycott sont ceux qui oppriment des populations entières et tuent des enfants du Niger à la Syrie⁷. » Et il concluait : « Nous pouvons ne pas être d'accord avec la politique du gouvernement. Mais face à un ennemi extérieur, il faut être unis⁸. » Ram Ben-Barak, directeur général du ministère des Renseignements et candidat au poste de directeur du Mossad⁹, affirmait pour sa part que « si l'État d'Israël a des difficultés à mener ce combat, c'est parce que les Palestiniens emploient des militants salariés pour faire de la propagande contre Israël dans chaque université du monde¹⁰ ».

Puis, quelques jours après que la fédération israélienne de football eut évité de justesse d'être exclue de la FIFA et que le NUS (*National Union of Students*), syndicat britannique représentant 7 millions d'étudiants, eut voté son adhésion au BDS¹¹, le parlement israélien s'est réuni en urgence pour une séance spéciale consacrée à cette nouvelle menace stratégique. À l'exception de la Liste unie¹², l'ensemble des

5. Discours de Isaac Herzog devant le barreau national des avocats israéliens, le 4 juin 2015.

6. *Il y a un avenir*, en hébreu.

7. Discours de Yaïr Lapid à l'ONU, le 6 juin 2015.

8. Voir aussi la page Facebook de Yaïr Lapid (<https://www.facebook.com/YairLapid/>).

9. Le Mossad, institut pour les renseignements et les affaires spéciales, fait partie, avec le Shin Beth (pour la sécurité intérieure) et Aman (les renseignements militaires), des trois agences de renseignement israéliennes.

10. « Le candidat pour la direction du Mossad : "l'Iran est sur le point de gouverner la région" », interview donnée par Ram Ben-Barak à Amir Rapoport, pour *nrg.com* et *Makor Rishon* (journal israélien proche des nationaux-religieux colons), le 3 juillet 2015 (en hébreu).

11. Le NUS (*National Union of Students*) a voté son adhésion aux directives du boycott universitaire le 2 juin 2015.

12. La Liste unie regroupe les partis politiques arabes.

Le boycott universitaire et culturel

partis politiques israéliens s'est accordé pour agir contre ce qu'ils désignent comme une campagne de *dé légitimation* d'Israël¹³. Ayelet Shaked, ministre de la Justice et membre du Foyer juif, parti national-religieux d'extrême droite, donnait le ton à la tribune de la Knesset :

Le but de cette campagne n'est pas d'influencer une politique israélienne en particulier, il est de salir le nom d'Israël, de nuire à ses intérêts vitaux et à sa capacité à se défendre [...]. [II] vise à dépeindre Israël comme la source de tous les maux du monde, tout comme l'antisémitisme dont ont été victimes les Juifs dans le passé¹⁴.

Ainsi le BDS, et en particulier le boycott universitaire et culturel, est mis désormais sur le même plan que «la menace iranienne» : un ennemi plus diffus, non-violent mais tout aussi dangereux.

13. Le parti sioniste de gauche *Meretz* soutient toutefois le droit de boycotter les produits en provenance des colonies de peuplement des territoires occupés.

14. «BDS : Israël parle mais n'agit pas», Haviv Rettig Gur, *The Times of Israel*, 13 juin 2015.